

Agriculture paysanne ou agro-industrie

Category: Écologie

écrit par jmfouquer | 2 novembre 2022

Agriculture paysanne ou agro-industrie

Qu'est-ce que l'agriculture paysanne ?

Une agriculture autonome, liée au territoire, de taille humaine, dont le matériel est maîtrisable par le paysan qui décide ce et comment il produit.

Elle évite les intrants : engrais chimiques, pesticides, antibiotiques. L'éleveur met le cochon sur la paille et la vache dans le pré, les nourrit avec les fourrages de la ferme, nourrit son sol avec du fumier, facilitant ainsi la capture de CO₂. Il choisit ses animaux et les suit, de la naissance à l'abattoir, réduisant les transports générés par la division des processus de production.

Elle recherche des débouchés locaux. Elle rapproche producteurs et consommateurs.

Elle nécessite moins d'eau, moins d'énergie, moins de transports, beaucoup de main d'œuvre qualifiée. Les fermes peu capitalisées sont aisément transmissibles. Appuyée sur les observations des paysans et sur les apports scientifiques des agronomes, elle contribue à l'équilibre des agro-écosystèmes, au maintien de la biodiversité, à la production d'une alimentation saine et d'un environnement non pollué. Elle favorise des liens sociaux de coopération et d'échanges.

Pourquoi recule-t-elle face à l'agro-industrie ?

Des décennies de modernisation ont construit un système agro-industriel – multinationales, État, FNSEA – qui impose le modèle industriel au motif de nourrir le monde et d'améliorer

la condition des paysans, qu'il contribue à faire disparaître.

L'agro-industrie réduit l'agriculture à une activité de flux qui sert de débouché à l'industrie chimique et mécanique. Elle est aussi minerai de l'industrie alimentaire, ne laissant que 6 centimes sur un euro alimentaire à l'agriculteur rendu captif et sommé de s'équiper, s'agrandir, s'endetter. Elle veut répondre à la crise écologique par plus de technologie : robotique, numérique, génétique dans un monde marchandisé.

Le système d'aides et de subventions publiques, comme les banques, favorisent les grosses exploitations.

Les dégâts liés aux pratiques de l'agriculture industrielle pénalisent les paysans : l'élevage hors sol génère de plus en plus d'épizooties traitées selon les vœux du marché : abattages préventifs de masse et durcissement des normes coûteuses, inadaptées à l'élevage paysan soumis à un contrôle administratif tatillon et agressif, voire répressif (ex du puçage).

La maltraitance des animaux dans l'élevage hors sol jette le discrédit sur l'élevage entier.

Les paysans doivent reprendre la main sur la terre, sur les machines, sur la sélection des semences et des animaux, sur l'abattage, sur les modes de production, sur les prix. Reprendre la main aux firmes qui imposent aux producteurs les risques financiers et sanitaires en leur enlevant leur autonomie de producteurs.

Comment inverser les priorités mortifères en marche ?

Les succès des paysans biologiques, les multiples initiatives locales (AMAP, Terre de Liens...) sont indispensables, mais inefficaces face à l'agrobusiness.

Il faudrait :

- Amorcer la désescalade technologique et installer plus

d'un million de paysans, indispensable pour se débarrasser des pesticides.

- Remettre de la polyculture associée à l'élevage paysan pour se passer d'engrais de synthèse.
- Prioriser les critères environnementaux et sociaux pour attribuer les aides : ex la PAC
- Réduire le poids de la concurrence : en finir avec les traités de libre-échange, instaurer les prix minima d'entrée.
- Socialiser l'alimentation et l'agriculture, biens communs, en articulant démocratie alimentaire et modèle paysan comme le propose la Sécurité sociale de l'alimentation.

Cela exige la séparation de l'État et du monde des affaires et ne se fera pas sans luttes sociales pour une société plus égalitaire, plus démocratique.

Commission écologie ENSEMBLE !

Octobre 2022